

Jeux d'argent en ligne : la France aussi veut contrôler

La législation sur les jeux d'argent est particulièrement restrictive en France, comme dans de nombreux pays où courses de chevaux, loteries, poker et casinos sont une importante source de revenus pour les caisses des Etats.

L'organisation des jeux en France est confiée à trois opérateurs : la **Française des jeux** pour les loteries, grattages et paris sportifs ; le **PMU** (*Pari Mutuel Urbain*) pour les courses hippiques ; et les **casinos** pour les machines à sous '*bandits manchots*' et jeux de table (roulette, poker, etc.).

Les deux premiers sont plus ou moins directement contrôlés par l'Etat, les derniers lui reversent une bonne partie de leurs revenus issus des jeux. Mais le gouvernement doit faire face aux sociétés internationales de paris en ligne qui cherchent à se faire une place légale sur le Web français et l'accusent de maintenir un monopole.

Mais avec le durcissement de la législation américaine, de nombreux sites ?ouvrant à partir de paradis fiscaux se voient aujourd'hui contraints de quitter les Etats-Unis, un pays qui pourtant a fait leur fortune, mais qui a trouvé la parade aux dérives des paris illégaux en imposant aux banques un contrôle des paiements en ligne.

On peut donc s'attendre dans les semaines et mois à venir à une recrudescence des offres illégales de jeux d'argent en ligne via de probables campagnes massives de spam visant à toucher la sensibilité des joueurs afin de les inciter à jouer et à parier, même illégalement, en ligne.

Actuellement, 1200 sites s'adressent directement à un demi-million de joueurs français en ligne, mais plus des trois quarts de ces jeux en ligne sont illégaux. Selon le cabinet Lexsi, le volume de la fraude représenterait entre 300 et 400 millions d'euros par an.

Les ministres Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé viennent donc de proposer en Conseil des ministres un plan interministériel pour contrôler les jeux d'argent et paris illégaux en ligne. Le plan a été adopté par les ministres et sera examiné par l'Assemblée nationale avant la fin de l'année.

Le gouvernement entend '*promouvoir une politique de jeu responsable*' associant les trois opérateurs, et en particulier signer un protocole avec les casinos pour vérifier les identités des joueurs. Le projet prévoit également un renforcement des sanctions contre les publicités pour des paris illégaux.